

DU 15 JUILLET 1870 AU 31 DÉCEMBRE 1871

Nomenclature chronologique de tous les Événements qui se sont succédés en France et à l'étranger depuis dix-huit mois, et comprenant, en outre, la Mention des principales Lois et des principaux Décrets, Arrêtés, etc., votés et rendus dans le même intervalle.

ANNÉE 1870

Juillet

15. — Après avoir entendu les déclarations de M. de Gramont, ministre des affaires étrangères, et de M. Emile Ollivier, ministre de la justice, le Sénat et le Corps législatif approuvent la déclaration de guerre à la Prusse.

18. — Appel à l'activité de la garde nationale mobile.

19. — Le chargé d'affaires de France à Berlin remet le texte de la déclaration de guerre au ministre des affaires étrangères en Prusse.

20. — Le maréchal Le Bœuf, ministre de la guerre, est appelé aux fonctions de major général de l'armée du Rhin. Le général Dejean, conseiller d'Etat, est nommé ministre de la guerre par intérim.

M. de Gramont annonce au Corps législatif que, conformément aux usages et par ordre de l'empereur, il a fait notifier au cabinet de Berlin la déclaration de guerre, et qu'en conséquence l'état de guerre existe à partir du 19 juillet entre la France et la Prusse.

23. — Dans une proclamation au peuple français, l'empereur Napoléon III rappelle les circonstances qui ont motivé la déclaration de guerre, et annonce qu'il se mettra à la tête de l'armée, emmenant avec lui son fils.

25. — Le ministre de la guerre prescrit la mise en état de défense et l'armement des fortifications de Paris.

27. — Publication des lettres-patentes qui confèrent à l'impératrice le titre et les pouvoirs de régente.

28. — Départ de l'empereur et du prince impérial pour Metz.

29. — Proclamation de l'empereur à l'armée du Rhin, dont il prend officiellement le commandement en chef.

Août

2. — Attaque et prise de Sarrebruck.

4. — Combat de Wissembourg.

6. — Batailles de Reichshoffen — Woerth — Froeschwiller. L'armée de Mac-Mahon est en retraite sur Saverne, Niederbronn et Bitch.

Le même jour le 3^e corps, sous les ordres du général Frossard, est défait à Spickeren et à Forbach.

7. — Une proclamation de l'impératrice régente, contrainte par tous les ministres, adjure « tous les bons citoyens de maintenir l'ordre » à Paris.

— Les corps de l'armée du Rhin qui n'ont pas été engagés dans la journée du 6 se concentrent à Metz.

8. — Les ministres remettent leur démission entre les mains de l'impératrice. Le général de Palikao est chargé de former un nouveau ministère.

9. — Proclamation des ministres faisant appel à l'énergie patriotique de tous les Français, pour repousser l'invasion et les exhortant à la concorde.

10. — Constitution du nouveau ministère.

11. — Investissement de Strasbourg par l'armée badoise.

12. — Le maréchal Bazaine est appelé au commandement en chef de l'armée de Metz.

— Notification du blocus du littoral prussien et allemand, par la flotte française.

13. — Promulgation de la loi qui établit le cours forcé des billets de banque.

— Décret ordonnant la réorganisation de la garde nationale dans tous les départements.

— Le général Trochu est nommé commandant en chef du 12^e corps en formation à Châlons.

— Le général Vinoy est nommé commandant en chef du 13^e corps, en formation à Paris.

— Les Prussiens occupent Nancy.

14. — L'empereur quitte Metz avec le prince impérial pour se diriger sur Verdun. Il adresse à l'armée sa dernière proclamation.

— Les communications sont interrompues entre Paris et Nancy.

— Les courriers ennemis se répandent dans les départements de la Meuse et des Vosges.

— Reddition de Marsal, avec 60 canons.

— Combat de Borny.

16. — Combats de Gravelotte, Rezonville, Mars-la-Tour, Doncourt et Vionville.

17. — Décret impérial, daté de Châlons, nommant le général Trochu gouverneur de Paris.

18. — Bataille dite des lignes d'Armanvillers (Saint-Privat-la-Montagne).

19. — Proclamation du général Trochu aux habitants de Paris. On y remarque ces mots : « J'ai la foi la plus entière dans le succès de notre glorieuse entreprise. »

22. — L'artillerie prussienne et badoise commence à bombarder Strasbourg.

23. — Ouverture de la souscription à l'emprunt de guerre de 750 millions, autorisé par la loi du 12 août.

24. — Suppression du ministère des beaux-arts.

— La présence de l'ennemi est signalée dans le département de la Marne.

— Clôture de la souscription à l'emprunt de 750 millions, qui est entièrement couvert.

— Les Prussiens occupent Châlons.

25. — Le bombardement de Strasbourg est dans toute son intensité. La ville est en flammes. La Bibliothèque et le Musée sont détruits par l'incendie.

— Reddition de Vitry-le-François (860 prisonniers, 5,000 fusils, 17 canons).

30. — Le général de la Motterouge est appelé au commandement supérieur des gardes nationales de la Seine, en remplacement du général d'Autemarre, démissionnaire.

— Bataille de Beaumont.

31. — Bataille de Sainte-Barbe et de Noisseville, sous Metz. La dépêche du général prussien de Manteuffel, qui en transmet la nouvelle à Königsberg et à Berlin, porte cette mention : « Les Français ont combattu avec une grande bravoure. »

Septembre

1. — Bataille de Sedan.

— La bataille de Sainte-Barbe, engagée la veille, ne se termine que ce jour-là à midi.

2. — Capitulation de Sedan.

— La capitulation de Sedan livre à la Prusse 83,000 prisonniers, 400 pièces d'artillerie de campagne, 150 pièces de fortresses et 10,000 chevaux.

4. — Proclamation des ministres annonçant la capitulation de Sedan.

— Enlèvement du Corps législatif; proclamation de la République; constitution du gouvernement de la Défense nationale.

5. — Le roi de Prusse fait son entrée à Reims.

6. — Abolition du timbre des journaux.

— L'ennemi est signalé dans le département de Seine-et-Marne.

— Arrivée à Paris du général Vinoy avec les débris de l'armée de Sedan.

— Publication de la circulaire de M. Jules Favre aux agents diplomatiques de la France, où il annonce la nouvelle constatée que la place s'est vigoureusement défendue.

— Cette capitulation livre à l'ennemi 4,000 prisonniers, 128 canons, 3,000 quintaux de poudre et une caisse militaire contenant 92,000 francs.

18. — Rationnement de la viande à Paris à raison de 100 grammes par jour et par personne.

— Bombardement et prise de la ville ouverte de Châteaufort par la 22^e division de l'armée du prince royal de Prusse.

21. — Combat de Ruell, la Malmaison, Bougival et la Jonchère, sous le commandement du général Ducrot.

— Du haut de l'aqueduc de Marly, le roi de Prusse observe l'action en toute sécurité.

22. — Capitulation de Schlestadt (2,400 prisonniers et 120 canons).

27. — Le journal le *Combat* demande s'il est vrai que le gouvernement retienne une dépêche lui annonçant que le maréchal Bazaine a rendu Metz, au nom de Napoléon III.

— Reddition de Metz, par le maréchal Bazaine.

— La reddition de Metz livre à l'ennemi 150,000 prisonniers, 153 aigles et drapeaux, 541 canons de campagne, 76 mitrailleuses, 800 canons de fortresses, 300,000 fusils, 2,000 voitures d'équipages militaires, le matériel pour 85 batteries d'artillerie.

28. — Prise du Bourget par les francs-tireurs de la presse.

— Le roi de Prusse confère le titre de comte au baron de Moltke, chef d'état-major général de l'armée prussienne.

29. — M. Thiers, muni d'un sauf-conduit prussien qui lui a été délivré sur la demande des gouvernements d'Angleterre, de Russie, d'Autriche et d'Italie, quitte Tours pour venir à Paris rendre compte de sa mission au gouvernement de la Défense nationale.

— Lettre de Napoléon III au général anglais sir John Burgoyne. Dans cette lettre, le prisonnier de Wilhelmshöhe s'attache à démontrer la valeur de sa méthode stratégique pendant les campagnes de l'armée du Rhin et de l'armée de Châlons.

30. — Arrivée à Paris de M. Thiers, apportant une proposition d'armistice, concertée entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie, et ayant pour objet la convocation d'une Assemblée nationale, et pour base le ravitaillement de Paris.

— Reprise du Bourget par les Prussiens.

— Combat de Saint-Apollinaire, près Dijon.

31. — Le gouvernement annonce avoir reçu la nouvelle de la capitulation du maréchal Bazaine, à Metz.

— L'hôtel de ville est envahi par les bataillons de la légion Flourens, qui séquestrent pendant plusieurs heures les membres du Gouvernement. M. Ernest Picard, qui a réussi à s'échapper, fait battre la générale.

— Un grand nombre d'autres bataillons, réunis à cet appel, se portent dans la soirée à l'hôtel de ville, délivrent les membres du Gouvernement et dispersent les émeutiers.

— M. Thiers quitte de nouveau Paris, afin d'aller conférer avec les représentants de la Prusse sur les propositions des quatre grandes puissances, relativement à l'armistice.

— Il arrive le même jour à Versailles.

— Entrée des Prussiens à Dijon.

— La Russie dénonce le traité de Paris de 1856.

Novembre

1^{er}. — Un décret appelle les électeurs de Paris et des communes réfugiées à voter le 3 novembre sur cette question :

« La population de Paris maintient-elle, « OUI ou NON, les pouvoirs du gouvernement de la Défense nationale ? »

— Un autre décret fixe au 5 novembre l'élection des maires et adjoints des 20 arrondissements de Paris.

2. — Le journal le *Temps* publie une dépêche anonyme, signée Crémieux, Glais-Bizoin, Gambetta, dont la copie porte les timbres, cachet et autres marques ordinaires des communications du gouvernement. Cette dépêche annonce que le général Cambriels a défilé, dans les défilés des Vosges, une division de landwehr forte d'environ six mille hommes.

3. — Le scrutin ouvert en vertu du décret du 1^{er} novembre donne le résultat suivant : OUI, 557,996. — NON, 62,638.

— M. Clément Thomas est nommé commandant supérieur de la garde nationale de Paris, en remplacement de M. Tamisier, démissionnaire.

— Investissement de Belfort.

5. — Election des maires et adjoints de Paris.

6. — Le gouvernement de la Défense nationale annonce que, la Prusse refusant la condition du ravitaillement de Paris, proposée par l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie comme base d'un armistice, il a repoussé cet armistice à l'unanimité.

— Le Journal officiel publie la composition des trois armées de Paris, placées sous le commandement des généraux Clément Thomas, Ducrot et Trochu. Ce dernier est à la fois investi du commandement en chef des trois armées et du commandement spécial de la troisième.

7. — M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, adresse aux agents diplomatiques de la France une circulaire ayant pour but de démontrer que les exigences excessives de la Prusse ont seules mis obstacle à la conclusion d'un armistice, et à la cessation définitive de la guerre.

— Arrivée de M. Thiers à Tours.

— Reddition du fort Mortier (230 prisonniers, 5 canons).

8. — Réquisitions de bêtes à corne et à laine existant à Paris.

— Décret déterminant la nouvelle forme des insignes de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

— Capitulation de Verdun (4,163 prisonniers, 136 canons et 23,000 fusils).

— Capitulation de Neufbrisach (5,000 prisonniers et 100 canons).

9. — Bataille de Coulmiers. L'armée de la Loire, commandée par le général d'Aureilles de Paladine, défait l'armée badoise commandée par le général Von der Thann.

10. — Les Bavaurois, fuyant devant l'armée de la Loire, victorieuse à Coulmiers, évacuent Orléans que réoccupent aussitôt les troupes françaises.

12. — Le bulletin de la mortalité, du 6 au 12 novembre, à Paris, donne le chiffre de 1,885 décès, c'est-à-dire 112 0/0 de plus qu'en temps normal.

15. — Les portes de Paris sont fermées à 5 heures du soir.

— M. Jules Ferry est nommé maire de Paris en remplacement de M. Étienne Arago, démissionnaire.

16. — Investissement de Montmédy.

17. — Combat de Dreux. Une division de l'armée du grand-duc de Mecklenbourg occupe la ville. Le reste de la même armée se porte dans la direction du Mans.

18. — Combat de Châteaufort.

21. — Réquisition des pommes de terre à Paris.

— Arrêté du maire de Paris, interdisant la livraison du gaz aux particuliers et aux établissements publics de toute nature.

— M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, adresse aux agents diplomatiques de la France une circulaire où il réfute les raisons sur lesquelles s'est fondé M. de Bismarck pour repousser la condition du ravitaillement de Paris, proposée par les quatre grandes puissances comme base d'un armistice.

— Combat de la Loupe, faisant suite aux affaires des 17 et 18 novembre à Dreux et à Châteaufort.

22. — Occupation de Nogent-le-Rotrou par les Prussiens.

— Commencement du bombardement de Thionville.

23. — Thionville, bombardée depuis la veille, est en flammes.

24. — Ouverture du Reichstag allemand.

— Capitulation de Thionville (4,000 prisonniers, 200 canons).

25. — Bombardement de la Fère.

27. — Les portes de Paris ne s'ouvrent plus que pour les services de la Défense.

— Capitulation de la Fère (2,000 prisonniers, 70 canons).

— L'armée du Nord livre bataille à celle du général de Manteuffel, au sud d'Amiens.

28. — Occupation d'Amiens par les troupes du général de Goben.

— Bataille de Beaune-la-Rolande, entre l'armée de la Loire et celle du prince Frédéric-Charles.

— Dans la soirée, les marins, commandés par le vice-amiral Saisset et appuyés par la division d'Hugues, s'emparent du plateau d'Avron, où ils passent la nuit à construire des ouvrages de défense.

29. — Proclamation du gouvernement annonçant que « l'effort que réclamaient l'honneur et le salut de la France est engagé. »

— Proclamation adressée par le général Ducrot à la deuxième armée, et dans laquelle on remarque cette phrase :

« Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment devant vous, devant la nation toute entière : je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux. »

— Plusieurs divisions de la deuxième armée de Paris entreprennent une opération ayant pour but la prise et l'occupation de Choisy-le-Roi et des hauteurs qui dominent cette position; mais les dispositions nécessaires pour le passage de la Marne étant mal prises, l'entreprise avorte et les positions envahies dès le matin, au sud de Paris, sont forcément abandonnées, et les troupes regagnent leurs cantonnements avant midi.

30. — Bataille de Couilly et de Villiers-sur-Marne.

— Bataille de Champigny.

— Un train part de Gray, emmenant en Allemagne les personnes dont les noms suivent, et que les Prussiens ont enlevés de leur domicile comme otages : MM. le baron Thénard, membre de l'Institut; Persigny, sous-préfet de Gray; Mangin, conseiller général de la Haute-Saône; Dumont, juge au tribunal de commerce; Aubert, ex-maire d'Arc; Poulot, rentier; Jager, banquier à Gray; Cayot et Thierry, propriétaires.

3. — L'armée du général Ducrot, abandonnant les positions conquises la veille, repasse la Marne et vient se cantonner dans le bois de Vincennes.

— Bataille de Chevilly et de Chilleurs-aux-Bois, près d'Orléans.

— Commencement du bombardement de Belfort.

— Un nouveau train part de Gray, emmenant en Allemagne 80 notables de Dijon, arrêtés comme otages par les Prussiens.

4. — Continuation de la bataille de Chevilly, qui se poursuit jusque dans les faubourgs d'Orléans. Les troupes du général d'Aureilles de Paladine évacuent cette ville, qui est réoccupée dans la nuit par l'armée prussienne, sous le commandement du prince Frédéric-Charles.

5. — Le général Trochu, gouverneur de

5. — Le gouverneur de Paris reçoit une lettre du général de Moltke, lui annonçant la réoccupation d'Orléans « par les troupes allemandes » à la suite de la défaite de l'armée de la Loire, et lui offrant un sauf-conduit « pour aller et venir », dans le cas où il voudrait faire visiter le fait par un de ses officiers.

6. — Le gouverneur de Paris répond au général de Moltke qu'il décline son offre de la veille.

— Le gouvernement fait suivre la publication des deux lettres d'un commentaire dans lequel se trouve la déclaration suivante :

« Cette nouvelle ne change rien à nos résolutions ni à nos devoirs. »

« Un seul mot les résume : combattre ! »

— La délégation de Tours se retire à Bordeaux.

7. — Combat de Meung, près Blois.

8. — Entrée des Prussiens à Beaugency et à Vierzon.

— Entrée des Prussiens à Dieppe.

9. — Combat de Marchenoir.

10. — Clôture du Reichstag allemand.

12. — Dans le but de faire cesser une panique qui s'était manifestée la veille, le gouvernement affirme à la population de Paris que le pain ne sera pas rationné.

— Bombardement de Montmédy.

— Reddition de Phalsbourg après quatre-vingts jours de siège, pendant lesquels la ville a été incessamment bombardée (1,880 prisonniers, 65 canons).

13. — Entrée des Prussiens à Blois.

14. — Les circonstances obligent le gouvernement à renouveler à la population de Paris l'assurance qu'il avait donnée trois jours auparavant, relativement au non rationnement du pain.

— Capitulation de Montmédy (3,000 prisonniers, 65 canons).

15. — Réquisition à Paris des chevaux et mulets.

— Le bombardement de Belfort continue à outrance.

— À partir de ce jour, les boucheries de Paris sont exclusivement alimentées par la viande de cheval, laquelle est rationnée à raison de 30 grammes par jour et par personne.

16. — Combat de Vendôme, suivi de l'occupation de cette ville par les Prussiens.

18. — Bataille de Nuits.

— Le froment n'entre plus que pour un tiers dans la fabrication du pain à Paris.

— La mortalité, qui a constamment augmenté depuis un mois à Paris, s'élève au chiffre hebdomadaire de 5,000 décès.

20. — Les armées prussiennes sont en marche sur Tours et le Mans.

— Combat de Monnaie, près Tours.

21. — Combat de Neuilly-sur-Marne. Occupation de la Ville-Evrard et de la Maison-Blanche.

— Nouvelle attaque du Bourget par les fusiliers-marins et le 13^e de ligne.

— Après un combat acharné, qu'ils soutinrent pendant plusieurs heures malgré leur grande infériorité numérique, les marins et les soldats du 13^e n'ayant ni artillerie, ni aucune autre troupe de renfort pour les appuyer, sont obligés de battre en retraite, comptant plus d'un tiers de leur effectif en morts et en blessés.

22. — Combat de Montoire, près Vendôme.

— Une division de l'armée de la Loire, commandée par le général Joffroy, repousse l'ennemi, après lui avoir enlevé 100 prisonniers et une grande quantité de matériel.

23. — Décret du gouvernement qui suspend le journal la *Patrie* pour trois jours, à partir du 24 décembre.

— Combat de Pont-Noyelles, près d'Amiens.

24. — Les Prussiens évacuent Nogent-le-Rotrou et se portent dans la direction de la Loupe.

25. — Achèvement de la perforation des Alpes sous le Mont-Préjux, près le Mont-Cenis.

27. — Les Prussiens démasquent plusieurs batteries de canons Krupp, et commencent le bombardement des forts de l'est de Paris.

— Les troupes du général prussien de Werder évacuent Dijon.

28. — Evacuation du plateau d'Avron par les troupes de l'armée de Paris, après 29 jours d'occupation.

29. — Investissement de Péronne.

— Occupation du plateau d'Avron par les Saxons.

30. — Un décret, portant la date du 12 décembre, autorise la Banque de France à émettre des coupures de vingt francs.

31. — Bombardement de Mézières.

ANNÉE 1871

Janvier

— L'armée du Nord est en retraite sur Lille, Valenciennes, Douai et Cambrai.

21. — Dans la nuit du 21 au 22 une bande d'émeutiers se porte à la prison Mazas, à Paris, en force l'entrée et délivre un certain nombre de détenus, parmi lesquels Gustave Flourens. Celui-ci, suivi de ses libérateurs, se dirige sur la mairie du 20^e arrondissement, dans le but d'y installer le quartier général de l'insurrection.

Quelques compagnies de garde nationale, envoyées par le commandant du 2^e secteur, viennent faire évacuer la mairie.

— Commencement du bombardement de la ville de Saint-Denis.

22. — Dans la matinée, un certain nombre de gardes nationaux du 101^e bataillon, débouchant sur la place de l'Hôtel-de-Ville et font feu sur plusieurs officiers de la garde mobile placés auprès d'une des portes du monument. Les gardes mobiles, qui occupent le trottoir bordant l'hôtel de ville, ripostent aux émeutiers, et l'arrivée de la garde républicaine achève de mettre ceux-ci en fuite.

— Une note du *Journal officiel* annonce que le gouvernement a décidé que le commandement en chef de l'armée de Paris serait, désormais, séparé de la présidence du gouvernement, et que le titre et les fonctions de gouverneur de Paris sont supprimés.

— Le général Vinoy est nommé commandant en chef de l'armée de Paris.

— Le général Trochu conserve la présidence du gouvernement.

— Décret ordonnant la suppression des clubs jusqu'à la fin du siège.

23. — Les quartiers du Val-de-Grâce, du Luxembourg, de Saint-Jacques, des Invalides, du Panthéon et de Montrouge sont bombardés à outrance.

— M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, se rend dans la soirée auprès de M. de Bismarck pour négocier, au nom du gouvernement, une convention d'armistice.

25. — Capitulation de Longwy, après neuf jours de bombardement, 4,000 prisonniers, 200 canons.

26. — Les Prussiens tentent infructueusement l'assaut du fort des Perches à Belfort.

— Autour de Paris, le feu est suspendu des deux côtés, à partir de minuit, c'est-à-dire du 26 au 27.

27. — Le gouvernement informe la population de Paris qu'en présence de la situation où se trouvent les armées du Nord, de la Loire et de l'Est, il a perdu tout espoir qu'elles puissent se rapprocher de Paris et que, d'autre part, l'état des subsistances de la ville, ne permettant plus d'attendre, il avait le devoir absolu d'entamer des négociations, ayant pour but la conclusion d'un armistice et la convocation d'une Assemblée nationale.

28. — Une proclamation du gouvernement informe la population de Paris que les bases de la convention qui met fin à la résistance de Paris sont fixées telles qu'elles ont été annoncées la veille.

La principale de ces bases est que « l'ennemi n'entrera pas dans l'enceinte de Paris ».

Le soir même est signée, à Versailles, par MM. Jules Favre et de Bismarck, la convention relative à un armistice de vingt-et-un jours s'appliquant à toutes les parties du territoire français où opèrent les armées belligères, hormis les départements du Doubs, du Jura, de la Côte-d'Or et de Belfort, pour lesquels la cessation des opérations de guerre est réservée à une entente ultérieure.

Les principales conditions de l'armistice sont les suivantes :

Convocation d'une assemblée qui se réunira à Bordeaux pour se prononcer sur la question de savoir si la guerre doit être continuée, ou à quelles conditions la paix doit être faite ;

Remise à l'armée allemande de tous les forts entourant Paris, ainsi que de tout leur matériel de guerre ;

L'armée allemande n'entrera pas dans Paris pendant la durée de l'armistice ;

Désarmement de l'enceinte de Paris ;

Nul ne pourra sortir de la ville sans être muni d'un permis régulier délivré par l'autorité militaire allemande ;

La ville de Paris devra, avant le quinzième jour de l'armistice, payer une contribution de guerre de 200 millions ;

— Organisation d'un service postal pour les lettres non cachetées, entre Paris et les départements, et par l'intermédiaire du quartier général prussien de Versailles.

29. — Décret de convocation des collèges électoraux de France, à l'effet d'élire l'Assemblée nationale.

Les électeurs du département de la Seine sont convoqués pour le 5 février, et ceux des autres départements pour le 8 du même mois.

— Occupation de Saint-Denis et de tous les forts de Paris par les Prussiens.

— Combats de Sombacourt et de Chaffois, près Pontarlier.

30. — M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, accompagné du ministre des travaux publics et des directeurs des principales compagnies de chemins de fer, se rend à Versailles pour arrêter, avec la commission des chemins de fer allemands, les conditions d'un arrangement « indispensable » pour l'arrièvement des marchandises destinées au ravitaillement de Paris.

— Les premiers convois de ravitaillement, venant de l'Angleterre, sont, en raison de l'état des voies ferrées, dirigés sur Paris par Dieppe, Rouen, Amiens et Compiègne.

31. — M. Jules Simon, ministre de l'instruction publique, se rend à Bordeaux, où il va se joindre à la délégation du gouvernement, pour assurer l'exécution de la convention du 28 janvier, et préparer la réunion de l'Assemblée nationale.

— Les voies ferrées sont rétablies de Paris à la Motte-Beuvron et de Paris à Montargis.

— Un décret de la délégation déclare indigibles, au scrutin du 8 février, « les individus qui, depuis le 2 décembre 1871 jusqu'au 4 septembre 1871, ont accepté les fonctions de ministre, sénateur, conseiller d'Etat, ou préfet, ainsi que ceux qui, dans le même intervalle, ont été, à un degré quelconque, candidats officiels aux élections législatives ».

Février

1^{er}. — Décret chargeant les gouverneurs de l'Algérie et des colonies françaises de convoquer les électeurs à bref délai, pour l'élection de leurs députés à l'Assemblée nationale.

— Réoccupation de Dijon par les Prussiens.

— Après avoir conclu une convention avec le général Herzog, commandant en chef de l'armée fédérale, l'armée du général Bourbaki entre en Suisse.

2. — Le gouvernement, répondant à un journal de l'Algérie, déclare, par une note insérée au *Journal officiel*, qu'il est « absolument faux » qu'il ait négocié autre chose que la convention du 28 janvier.

— Décret fixant au 8 février les élections

de Paris, au lieu du 5, date précédemment indiquée par le décret du 28 janvier.

— Le gouvernement reçoit une dépêche de M. Gambetta, lui annonçant que celui-ci fait exécuter toutes les conditions de l'armistice.

4. — Le gouvernement publie une longue proclamation dans laquelle il défend l'ensemble de ses actes pendant la durée du siège de Paris, et indique la ligne de conduite qu'il se propose de suivre à l'occasion des élections du 3 février. Il déclare ne pas admettre qu'on puisse imposer aucune restriction arbitraire au suffrage universel.

Cette proclamation est suivie d'un décret annulant celui de la délégation de Bordeaux en date du 31 janvier.

— Arrivée en gare du Nord du premier convoi de vivres envoyé par la population de Londres à la population de Paris.

— Le *Moniteur universel* de Bordeaux publie une proclamation adressée à toute la France par les membres du gouvernement de la défense nationale, et dans laquelle, après avoir retracé les principales phases du siège et du bombardement de Paris, le gouvernement annonce que le jour même de la réunion de l'Assemblée, elle déposera le pouvoir entre ses mains.

5. — Le *Journal officiel* annonce, d'après une dépêche du ministre de la guerre à Bordeaux, la mort du général Bourbaki et fait suivre cette nouvelle, heureusement faussée, de l'éloge nécrologique du général.

7. — Toutes les réquisitions relatives à l'alimentation de Paris sont levées.

8. — Arrêté du maire de Paris, portant qu'à partir du 10 février le rationnement du pain cessera d'avoir lieu.

Ouverture du scrutin dans toute la France pour les élections de l'Assemblée nationale.

9. — Décret qui proroge d'un mois, à partir du 13 février, les délais dans lesquels doivent être faits les projets et tous actes concernant les secours.

10. — Décret autorisant la ville de Paris à négocier, sous telle forme qu'il conviendra à la municipalité d'adopter l'emprunt, la somme de 200 millions, destinée au paiement de la contribution de guerre énoncée en l'article 11 de la convention du 8 janvier.

11. — Les résultats du scrutin du 8 février sont connus pour toute la France, excepté pour Paris, où la multiplicité des noms de candidats, qui s'élèvent à plus de 3,000, rend le dépouillement très laborieux et très lent.

12. — L'Angleterre qui, depuis la levée du siège de Paris, ne cesse de prodiguer à la population de cette ville, les témoignages de sa vive sympathie, expédie par le Havre un chargement de 1,800 tonnes de farines et autres denrées alimentaires, destinées, comme les précédentes envois, au ravitaillement de la capitale.

Première réunion non publique de l'Assemblée nationale à Bordeaux.

13. — Première séance publique de l'Assemblée nationale.

A l'ouverture de cette séance, M. Jules Favre dépose entre les mains de l'Assemblée les pouvoirs confiés au gouvernement de la défense nationale et la démission de tous les ministres, en annonçant que les membres du gouvernement et les ministres resteront en fonctions jusqu'à ce qu'ils en aient été relevés.

Dans la même séance, M. Benoist-d'Azy, président d'âge, donne lecture d'une lettre du général Garibaldi, annonçant qu'il n'est venu à Bordeaux que pour donner son vote en faveur de la République et donner sa démission.

14. — L'armistice qui devait expirer le 19 février, à midi, est prorogé au 24, avec faculté de renouveler cette prorogation, si les circonstances l'exigent.

15. — Signature de la convention additionnelle à celle du 28 janvier, et d'après laquelle l'armistice s'étend aux départements du Doubs, du Jura, de la Côte-d'Or et de Belfort. En même temps, la place de Belfort est rendue au commandant de l'armée assiégée, sous la condition que la garnison en sortira avec les hommes de la guerre.

16. — L'Assemblée nationale constitue son bureau.

M. Grévy est élu président par 519 voix sur 536 votants.

17. — Les maires et adjoints de Paris, réunis à l'hôtel de ville, votent une adresse au lord maire de Londres, dans laquelle ils le prient, au nom de leurs concitoyens, de transmettre au peuple de cette ville, l'expression de leur cordiale gratitude pour les témoignages de fraternelle sympathie donnés par l'Angleterre à la France, à l'occasion du ravitaillement de Paris.

La réunion décidée, en outre, que cette adresse sera portée au lord maire de Londres par une délégation de cinq membres des municipalités parisiennes.

— Conformément aux conclusions du rapport de M. Victor Lefranc, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition Dufaure-Grévy, l'Assemblée nationale nomme à l'unanimité M. Thiers chef du pouvoir exécutif de la République française, et le charge de la formation d'un ministère qu'il présidera.

18. — Reconnaissance officielle du nouveau gouvernement français par l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie et l'Espagne.

19. — M. Thiers fait connaître à l'Assemblée nationale la composition du nouveau ministère. Il expose en même temps un programme politique qu'approuve l'Assemblée et qui prend le nom de *Pacte de Bordeaux*.

Dans la même séance, l'Assemblée nomme une commission de quinze membres chargée d'assister le gouvernement dans les négociations énoncées par la convention du 28 janvier.

20. — L'Assemblée décide qu'elle suspendra ses séances jusqu'à la fin des négociations.

21. — Conférence à Versailles entre M. Thiers et M. de Bismarck. Prorogation de l'armistice au 26 février, à minuit.

— Reconnaissance du nouveau gouvernement français par l'Espagne, le Portugal, la République helvétique et la Turquie.

22. — Reconnaissance officielle du nouveau gouvernement français par la Russie.

23. — Signature à Versailles des préliminaires de paix entre la France et la Prusse. La nouvelle est officiellement publiée par M. Ernest Picard, ministre de l'intérieur.

La communication ministérielle ajoute qu'il n'a pas été possible d'empêcher l'entrée, dans certains quartiers de Paris, d'une partie de l'armée allemande, mais que ce sacrifice est la concession exigée par les négociateurs allemands pour que l'importante place de Belfort reste à la France.

— Conclusion d'un nouvel armistice de quinze jours.

27. — Reconnaissance officielle du nouveau gouvernement français par la Belgique.

— Des symptômes de sédition se manifestent dans la nuit du 26 au 27. Le rappel est battu sans ordres, et quelques bataillons de la garde nationale se réunissent.

28. — L'Assemblée nationale vote l'urgence sur le projet de loi relatif aux préliminaires de paix.

30. — Les désordres qui s'étaient produits dans la nuit du 26 au 27 se renouvellent sous forme de manifestations. Des groupes d'agitateurs se présentent dans diverses casernes de Paris pour exciter les matelots au mépris de leurs devoirs.

Mars

1^{er}. — Conformément aux préliminaires de paix, des détachements de l'armée prussienne entrent dans Paris, à 10 heures du matin, par l'avenue des Champs-Élysées, et viennent occuper l'espace expressément déterminé par la convention.

Les magasins et les boutiques sont fermés dans Paris, ainsi que la Bourse.

— L'Assemblée nationale vote à la presque unanimité (moins cinq voix) un ordre du jour déclarant que le suffrage universel a consacré la déchéance de l'empire.

Elle ratifie ensuite, par 516 voix contre 107, les préliminaires de paix.

— Les auteurs des désordres des jours précédents s'emparent d'un grand nombre de canons qu'ils conduisent sur les buttes Montmartre, sous prétexte de les soustraire aux Prussiens.

2. — Une circulaire de M. Jules Simon fait connaître à la France que l'Assemblée nationale a ratifié la déchéance de Napoléon et le rend responsable de l'invasion et du morcellement du pays.

3. — Les détachements de l'armée prussienne, entrés l'avant-veille dans Paris, évacuent les quartiers qu'ils occupent.

— Des gardes nationaux, s'emparant des armes et des munitions renfermées dans quelques-uns des dépôts d'artillerie de Paris.

5. — Arrêté du chef du pouvoir exécutif nommant M. le général d'Aurelle de Paladines commandant supérieur des gardes nationales de la Seine.

6. — Protestation de Napoléon III contre le vote de l'Assemblée nationale qui a prononcé sa déchéance.

7. — Evacuation par les Prussiens des forts de la rive gauche de la Seine, que les troupes françaises réoccupent immédiatement.

Le quartier-général de l'empereur d'Allemagne est transféré de Versailles à Ferrières.

10. — L'Assemblée nationale, siégeant à Bordeaux, décide qu'elle se transportera à Versailles.

— Vote de la loi qui déclare exigibles, à sept mois de date, les effets de commerce échus du 13 août au 12 novembre 1870, et du 13 novembre 1870 au 12 avril 1871.

11. — Un arrêté du général Vinoy prononce la suspension des journaux : *le Vengeur*, *le Cri du Peuple*, *le Mot d'Ordre*, *le Père Duchêne*, *la Caricature* et *la Bouche de Fer*.

— Convention de Ferrières, relative à l'entente des troupes prussiennes d'occupation.

12. — Convention signée à Rouen, par M. Pouyer-Quertier, ministre des finances de la République française, et M. de Nostitz-Wallwitz, commissaire de l'empereur d'Allemagne, et ayant pour objet la remise à l'autorité française de l'administration civile des départements occupés.

13. — Traité concernant la mer Noire et le Danube, entre la Russie, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Turquie.

15. — Arrêté du chef du pouvoir exécutif nommant M. le général Valentin préfet de police à Paris.

17. — Reentrée de l'empereur d'Allemagne et du prince héritier à Berlin.

18. — Le pillage des dépôts d'artillerie et des magasins de munitions de Paris n'ayant pas discontinué depuis le commencement du mois et ayant servi aux gardes nationales de Montmartre et de Belleville à transformer en parcs d'artillerie et en redoutes les hauteurs de ces localités, notamment de la première, le gouvernement y envoie des troupes dans la matinée pour faire enlever le matériel d'artillerie, mais la résistance de la garde nationale de Montmartre et la défection d'une partie des troupes de ligne, font avorter l'entreprise.

— Les généraux Lecomte et Clément Thomas sont assassinés.

Dans la soirée, les insurgés envahissent l'état-major de la garde nationale et le ministère de la justice.

— Arrestation du général Chanzy, à la gare d'Orléans, par les insurgés.

19. — Les bataillons insurgés, dirigés par un Comité central de la garde nationale, se répandent dans Paris et s'emparent de l'hôtel de ville où s'établit le Comité central.

— Le gouvernement se retire à Versailles.

— Napoléon III quitte Wilhelmshöhe pour se rendre en Angleterre.

20. — Ouverture des séances de l'Assemblée nationale à Versailles.

21. — Le Comité central convoque les électeurs pour le lendemain 22, à l'effet d'élire un conseil communal.

28. — Les journaux de Paris publient une protestation collective dans laquelle ils engagent les électeurs de Paris à ne tenir aucun compte de la convocation illégale émanée du Comité central insurrectionnel.

— Élévation du comte de Bismarck à la dignité héréditaire de prince.

— Par suite des événements de Paris, le rapatriement des prisonniers français est suspendu.

22. — Le Comité central ajourne les élections communales au lendemain 23.

— Le major général de la 2^e armée prussienne d'occupation ayant signifié à un commandant actuel de Paris « que la ville serait traitée en ennemie » dans le cas où l'insurrection prendrait un caractère d'hostilité contre l'armée prussienne, le Comité central répond que la révolution, « essentiellement municipale », accomplie à Paris, n'est en aucune façon agressive à l'égard des armées allemandes.

— Les élections communales de Paris sont de nouveau ajournées au 26 mars.

— Une importante manifestation non armée a lieu dans Paris. Arrivée aux abords de la place Vendôme, qu'occupent les insurgés, la manifestation est accueillie à coups de fusil.

Plusieurs citoyens sont tués ou blessés.

23. — Proclamation de la Commune à Marseille et à Lyon.

— Proclamation du vice-amiral Saisset aux habitants de Paris dans le but d'amener une transaction.

24. — Le Comité central remet à ses pouvoirs militaires de Paris aux députés Brunel, Eudes et Duval.

— Le gouvernement de Versailles nomme le vice-amiral Saisset commandant supérieur des gardes nationales de la Seine.

— Proclamation de la commune à Toulouse.

25. — Rétablissement de l'ordre à Lyon.

26. — Elections de la Commune à Paris.

— Le vice-amiral Saisset, renonçant à l'entreprise dont il s'était chargé avec le concours de la garde nationale de l'ordre, licencie les bataillons qu'il avait réunis et retourne à Versailles.

27. — Rétablissement de l'ordre à Toulouse.

28. — Première réunion de la conférence de Bruxelles.

— Proclamation de la Commune à Paris.

— Le Comité central reste constitué et nomme Assy son président.

29. — La Commune de Paris décrète l'abolition de la conscription et la remise générale aux locataires des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871.

Avril

1^{er}. — La Commune décrète la convocation des électeurs de Paris pour le 5 avril, à l'effet de pourvoir au remplacement de 21 de ses membres, la plupart n'ayant pas accepté le mandat.

2. — Premier engagement à Neuilly entre les troupes de l'armée de Versailles et les gardes nationales fédérés.

— La Commune décrète la mise en accusation des ministres et la mise sous séquestre de leurs biens ; la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; la suppression du budget des cultes et la confiscation des biens de mainmorte appartenant aux congrégations.

3. — La Commune de Paris décide qu'en raison des opérations militaires engagées, les élections communales complémentaires sont ajournées.

— Un certain nombre de bataillons fédérés sortent de Paris et s'engagent sur la route de Versailles, où ils rencontrent l'armée régulière, qui les met en pleine déroute, après un engagement dans lequel Flourens est tué.

4. — Arrêté du général Cluseret, délégué au ministère de la guerre, qui incorpore dans les bataillons fédérés tous les citoyens de 17 à 35 ans, non mariés.

— Les troupes de l'armée de Versailles reprennent le plateau de Châtillon aux bataillons de la Commune.

— Chute de la Commune de Marseille.

5. — La Commune de Paris décide que toute personne prévenue de complicité avec le gouvernement de Versailles sera immédiatement arrêtée et incarcérée, et que toutes les personnes ainsi arrêtées seront « les otages du peuple de Paris ».

— Le même décret porte que toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du gouvernement régulier de la Commune de Paris, sera sur-le-champ suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages.

— Suppression du *Journal des Débats*, du *Constitutionnel*, de *Paris-Journal* ; saisie et suppression de la *Liberté*.

6. — Proclamation de la Commune de Paris aux départements, ayant pour but de gagner ceux-ci à sa cause.

— Le citoyen Dembowsky, commandant de la 12^e légion fédérée, est nommé commandant de la place de Paris.

— Le prince royal de Saxe, commandant en chef de la 3^e armée allemande, décrète l'état de siège pour les parties des départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Oise, qui sont occupées par ses troupes.

— La Commune fait arrêter Mgr Darboy, archevêque de Paris, et plusieurs autres ecclésiastiques.

7. — Le général Cluseret décide que le service dans les bataillons de guerre fédérés sera obligatoire pour tous les citoyens de 19 à 40 ans, mariés ou non.

8. — Les élections communales complémentaires de Paris sont fixées au 10 avril.

10. — Les élections communales complémentaires sont de nouveau ajournées.

— La Commune de Paris décide qu'une pension de 600 fr. sera accordée à la femme du garde national « tué pour la défense des droits du peuple » et que chacun des enfants reconnus ou non, recevra jusqu'à l'âge de 18 ans, une pension de 375 fr.

— Nul ne peut plus sortir de Paris sans un laissez-passer, délivré par les autorités de la Commune.

11. — Le maréchal de Mac-Mahon prend le commandement de l'armée de Versailles.

12. — La Commune décrète la démolition de la colonne Vendôme.

14. — L'Assemblée nationale vote la loi sur les élections municipales par 449 voix contre 18.

15. — Vote de la loi qui détermine à nouveau les cas de poursuites en matière de délits de presse.

16. — Institution de la cour martiale à Paris. Le « colonel » Rossel en est nommé président.

Décret de la Commune de Paris accordant un délai de trois ans, à partir du 15 juillet prochain, pour le remboursement des dettes de toute nature souscrites jusqu'à ce jour.

17. — L'Assemblée nationale vote la loi qui règle la situation judiciaire des parties de l'Alsace et de la Lorraine restées à la France.

18. — Suppression des journaux *le Soir*, *la Cloche*, *l'Opinion nationale* et *le Bien public*.

— La cour martiale, présidée par le « colonel » Rossel, condamne à la peine de mort le nommé Giroi, chef du 7^e bataillon fédéré, « coupable d'avoir refusé de marcher contre l'ennemi ».

19. — Déclaration de la Commune de Paris « au peuple français » et dans laquelle il est dit que « c'est à la France à désarmer Versailles ».

— Les troupes de Versailles s'emparent d'Asnières.

20. — Arrêté de la commission exécutive de la Commune de Paris, supprimant le travail de nuit dans les boulangeries.

21. — L'Assemblée nationale vote la loi sur les loyers.

22. — La Cécilia est nommé commandant de place de Paris.

— L'amiral de Gueydon, gouverneur de l'Algérie, demande d'urgence pour combattre une grave insurrection qui vient d'éclater dans la colonie.

— L'Assemblée nationale vote une loi qui proroge jusqu'au 30 septembre 1871 les effets du décret du 7 septembre 1870, relatif aux suspensions de paiement.

25. — Suspension d'armes à Neuilly de neuf heures du matin à cinq heures du soir.

</

de 350 millions et en déterminant les conditions.

30. — L'Assemblée nationale adopte, par 434 voix contre 225 le premier paragraphe de la proposition de loi de M. Villet, et aux termes duquel l'Assemblée se reconnaît le pouvoir constituant.

31. — L'Assemblée nationale confère à M. Thiers, par 491 voix contre 94, le titre et les pouvoirs de président de la République.

Septembre

1^{er}. — Vote de la loi établissant un nouveau tarif pour le droit de circulation des vins, bières, cidres, poirés et hydromels.

— Premier message du Président de la République au président de l'Assemblée nationale, et dans lequel M. Thiers se borne à remercier l'Assemblée du nouveau témoignage de confiance que celle-ci vient de lui donner, en lui décernant la première magistrature de la République.

— Le comte d'Arnim remet au président de la République les lettres qui l'accréditent auprès du gouvernement français en qualité de ministre plénipotentiaire de l'empereur d'Allemagne.

— Suspension du journal la *Vérité*.

— Le 2^e conseil de guerre permanent de la 8^e division militaire rend son jugement dans l'affaire de la Commune de Lyon. Les deux principaux accusés sont condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée.

2. — Décret du président de la République nommant vice-président du conseil des ministres, M. Dufaure, garde des sceaux.

— Jugement du 3^e conseil de guerre de Versailles, qui condamne Ferré et Lullier à la peine de mort et leurs coaccusés à la déportation, aux travaux forcés et à l'emprisonnement.

— Jugement du 1^{er} conseil de guerre spécial de Marseille, qui condamne à mort le sous-intendant militaire Brissy, pour usurpation de pouvoirs militaires.

— Décret du président de la République relatif à l'interdiction des lois.

4. — Vote de la loi qui établit un impôt sur les allumettes, le papier, etc.

5. — Entrevue des empereurs d'Allemagne et d'Autriche à Salzbourg.

— Grève d'ouvriers mécaniciens à Bruxelles, provoquée par des membres de l'Internationale.

— Le conseil de guerre prononce le jugement qui condamne à mort les trois principaux accusés dans l'affaire dite des *petroleuses* (Incendies de Paris).

— Vote de la loi qui réduit à 120,000 hommes le contingent de la classe 1870 et qui détermine les conditions de sa répartition.

6. — Vote de la loi qui autorise la Ville de Paris à émettre un emprunt de 350 millions, aux conditions fixées par la délibération du conseil municipal en date du 26 août.

— Vote de la loi qui affecte une somme de 100 millions à répartir à titre de dédommagement aux départements envahis.

— Vote de la loi qui rattache provisoirement au département de la Meurthe les territoires du département de la Moselle restés à la France et qui forment l'arrondissement de Briey.

8. — Ouverture du procès du capitaine Rossel devant le 3^e conseil de guerre de Versailles.

— L'Assemblée nationale adopte, par 432 voix contre 190, la proposition Ravelin, aux termes de laquelle l'Assemblée et le gouvernement continuent à résider à Versailles.

— Le 3^e conseil de guerre prononce le jugement qui condamne le capitaine Rossel à la peine de mort.

9. — Vote de la loi qui proroge au 31 décembre 1871 les effets de la loi du 22 avril, relative aux suspensions de paiements.

— Décret relatif à la composition du conseil de surveillance de l'assistance publique.

— Vote de la loi qui ouvre un crédit de 153 millions 125,000 francs au ministre de la guerre, sur l'exercice de 1871, pour assurer jusqu'à la fin de l'année courante l'entretien des troupes allemandes d'occupation.

11. — M. de Rémusat, ministre des affaires étrangères, annonce à l'Assemblée nationale que la France ayant acquiescé tous ses engagements au commencement de septembre, l'ordre a été donné aux troupes allemandes d'évacuer les forts de la rive droite de la Seine, les départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Oise.

— Arrêté du vice-amiral de Guédon, gouverneur de l'Algérie, supprimant les bureaux arabes, et organisant l'administration de la Grande-Rabylie en circonscriptions cantonales.

12. — Circulaire de M. de Beust, ayant pour but de définir le caractère de l'entrevue des empereurs d'Allemagne et d'Autriche à Salzbourg.

— Le ministre de l'instruction publique donne lecture à l'Assemblée nationale d'un message dans lequel le président de la République prend l'initiative d'une suspension des travaux de la Chambre.

15. — L'Assemblée nationale nomme une commission de vingt-cinq membres, dite commission de permanence, et qui sera chargée d'assister le gouvernement pendant la prorogation.

— Vote de la loi qui institue des commissions à Belfort et à Nancy pour recevoir les demandes des habitants de l'Alsace, et de la Lorraine qui, voulant conserver la nationalité française, prendraient l'engagement de se rendre en Algérie, pour y cultiver les terres qui leur seraient concédées à titre gratuit.

— Clôture de la session extraordinaire du conseil municipal de Paris.

16. — Vote de la loi qui autorise le président de la République à conclure avec le gouvernement de Berlin une convention relative à l'Alsace-Lorraine.

— Vote de la loi qui détermine provisoirement et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1872 la composition du conseil général de la Seine.

— Vote de la loi qui établit une taxe sur les huiles minérales, les abonnements des cercles, les billards publics et privés, les billets de chemins de fer, etc.

— L'Assemblée se proroge au 4 décembre.

17. — Inauguration du tunnel des Alpes. Entrevue des ministres français et italiens à Bardonnèche.

18. — Les Prussiens commencent l'évacuation des départements de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise et de l'Oise.

20. — Evacuation des forts du nord et de l'est de Paris par les troupes prussiennes.

21. — Le conseil de révision rejette les pourvois de Ferré, Urbain, Verdure et Ferrat.

— Le 3^e conseil de guerre rend le jugement qui condamne Henri Rochefort à la déportation dans une enceinte fortifiée.

22. — Annulation par le conseil de révision du jugement prononcé contre Rossel par le 3^e conseil de guerre.

— M. Ingardes-Lefebvre, procureur général près la cour d'appel de Rouen, est nommé procureur général près la cour d'appel de Paris.

26. — M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne, remet à M. Thiers l'acte royal par lequel le roi d'Espagne lui confère l'ordre de la Toison d'Or.

27. — Ouverture de la souscription à l'emprunt municipal de 350 millions de la ville de Paris. L'emprunt étant couvert seize fois, la souscription est close le même jour.

28. — Circulaire du ministre de la guerre au gouverneur de Paris et aux généraux divisionnaires, pour les inviter à lui signaler les officiers capables de faire des cours de langue allemande dans les corps auxquels ils appartiennent.

29. — Ouverture de la deuxième session extraordinaire du conseil municipal de Paris.

30. — Constitution du conseil d'enquête devant lequel devront être envoyés les officiers généraux ou autres, signataires de capitulation avec l'ennemi pendant la dernière guerre.

Octobre

2. — Le 3^e conseil de guerre rend le jugement qui condamne à mort Gustave Maréchal, rédacteur du journal la *Montagne*.

5. — Lettre de Pie XI à M. de Belcastel et à 16 autres membres de l'Assemblée nationale, en réponse à une adresse de ces derniers au saint-père. Dans cette lettre il insiste sur le danger des doctrines perverses qui ont affaibli la foi et sont cause des maux qui ont accablé la France.

7. — Le 1^{er} conseil de guerre rend le jugement qui condamne, pour la seconde fois, à mort le capitaine Rossel.

— Décret du président de la République, relatif à la formation d'un conseil de gouvernement ayant pour mission d'assister le gouverneur général civil de l'Algérie.

8. — Elections des conseils généraux.

— Arrivée de M. Pouyer-Quertier à Berlin, pour terminer les négociations relatives au traité douanier.

9. — M. Lanfrey, député à l'Assemblée nationale, est nommé ministre plénipotentiaire de France à Berne.

10. — Clôture de la deuxième session extraordinaire du conseil municipal de Paris.

11. — M. Casimir Périer est nommé ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Lambricht, décédé.

12. — Décret de convocation des électeurs de l'Algérie pour le 12 novembre, à l'effet d'élire les trois conseils généraux de la colonie.

— M. Pouyer-Quertier et M. de Bismark signent à Berlin le traité douanier relatif à l'Alsace-Lorraine.

16. — Ouverture du Reichstag par l'empereur Guillaume.

— Première réunion de la Commission des grâces à Versailles.

18. — Banquet offert par le lord-maire de Londres au préfet de la Seine et à la municipalité de Paris.

19. — Ratification du traité douanier par l'empereur d'Allemagne.

— Décret du président de la République qui élève M. Pouyer-Quertier, ministre des finances, à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur.

20. — Echange des ratifications de la France et de l'Allemagne pour la convention douanière du 12 octobre et la convention séparée, conclue à la même date relativement à l'évacuation, par les troupes allemandes, de six départements, et au paiement du quatrième demi-milliard de l'indemnité de guerre.

21. — Ordre général du ministre de la guerre portant que tout officier qui écriera dans les journaux sans en avoir obtenu l'autorisation préalable, sera puni de 30 jours d'arrêts de rigueur.

22. — Ouverture de la session des conseils généraux de France.

24. — Lettre du prince Napoléon (Jérôme) adressée au président du conseil général de la Corse, et par laquelle le prince proteste contre les mesures militaires prises par le gouvernement à l'occasion de son voyage à Ajaccio, et donne sa démission de conseiller général.

26. — Le conseil de révision de la 1^{re} division militaire rejette le pourvoi du capitaine Rossel, condamné à mort.

28. — Evacuation de Dijon par les Prussiens, après une occupation de trois cent trente-cinq jours.

— Lettre-Manifeste du prince Napoléon (Jérôme) à ses électeurs de la Corse.

— Le ministre de la guerre inflige une punition disciplinaire de soixante jours de prison au général de Nansouty, pour une lettre que celui-ci a fait insérer dans les journaux.

31. — Fin de l'insurrection algérienne.

— Décret du président de la République prescrivant la promulgation de la convention additionnelle au traité de paix entre la France et l'Allemagne, signé à Berlin le 12 octobre 1871.

Novembre

2. — Le Reichstag allemand adopte le projet de loi relatif à l'établissement du chemin de fer du Saint-Gothard.

— Rentrée solennelle des cours et des tribunaux de Paris.

8. — Catastrophe aux mines de Saint-Etienne. Une explosion de grisou dans le puits Jabin fait un grand nombre de victimes.

10. — M. Ernest Picard, député à l'Assemblée nationale, ancien ministre de l'intérieur, est nommé ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles.

12. — Elections des conseils généraux de l'Algérie.

— Décret du président de la République, réorganisant le conseil de préfecture de la Seine.

15. — M. Sallantin, conseiller à la cour d'appel de Paris, est nommé procureur de la République, près le tribunal de première instance de la Seine.

17. — M. Léon Renault, préfet du Loiret, est nommé préfet de police, en remplacement de M. le général Valentin, démissionnaire.

— Décret du président de la République qui prononce la suspension des journaux *l'Avenir libéral* et *le Pays*.

18. — Le 6^e conseil de guerre rend le jugement qui condamne à mort les sept principaux accusés dans l'affaire de l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas.

— Une note du *Journal officiel* annonce que sur la demande de M. le duc de Nemours, le duc d'Alençon, son fils, vient d'être autorisé à servir provisoirement dans l'armée française, comme capitaine d'artillerie sans solde et sans titre à l'avancement, et que l'Assemblée nationale sera ultérieurement appelée à statuer sur la situation définitive de ce jeune officier.

20. — Le 3^e conseil de guerre rend le jugement qui condamne aux travaux forcés à perpétuité l'accusé Humbert, rédacteur du *Père Duchêne*.

— Le même jugement condamne par contumace Vermeersch et Villamé, également rédacteurs du *Père Duchêne*, à la peine de mort.

22. — Emission, par le Comptoir d'escompte et la Société générale, de coupures de 5 fr., 2 fr. et 1 fr., qui sont reçues comme appoints aux guichets de tous les comptables de l'Etat.

23. — L'ambassadeur de l'empereur de Chine, vient présenter au président de la République les satisfactions et les excuses de son souverain, au sujet des massacres de Tien-Tsin.

24. — Une députation d'étudiants se rend à Versailles pour demander au président de la République la grâce de Rossel.

— Décret du président de la République qui prononce la suspension du journal *le Rappel*.

25. — M. Thiers, accompagné du général de Cissey, ministre de la guerre, se rend à Rouen pour visiter la forêt de Rouvray, où la création d'un vaste établissement militaire a été décidée.

— Le 3^e conseil de guerre condamne M. Louis Ulbach, rédacteur en chef de la *Cloche*, à trois ans de prison et 6,000 fr. d'amende pour compte-rendu infidèle et injures au conseil.

— Décret relatif à la perception de la taxe obligatoire sur les contrats d'assurances maritimes et contre l'incendie, édictée par la loi du 23 août 1871.

26. — Elections complémentaires du conseil municipal de Paris.

— Rentrée de M. Thiers à Versailles, de retour de son excursion à Rouen.

27. — Le bruit se répand que les pourvois des condamnés Rossel et Ferré ont été rejetés par la commission des grâces.

— Installation à Notre-Dame de Mgr Guibert, archevêque de Paris.

— Ouverture du Parlement italien à Rome par le roi Victor-Emmanuel.

28. — Exécution des condamnés Rossel, Ferré et Bourgeois à Satory.

30. — Exécution de Gaston Grémeux à Marseille.

— M. de Beust, ambassadeur d'Autriche à Londres, est reçu à Versailles par le président de la République.

Décembre

2. — Service funèbre pour l'anniversaire de la bataille de Champigny, en présence de nombreux détachements de l'armée de Paris.

— Les généraux Vinoy et Ducrot, ainsi que Mgr Guibert, archevêque de Paris, assistent à la cérémonie, qui a lieu sur le champ de bataille.

4. — Reprise des séances de l'Assemblée nationale.

— M. le vicomte de Contant-Biron, membre de l'Assemblée nationale, est nommé ambassadeur de France à Berlin.

— Le gouvernement prussien fait proclamer l'état de siège dans toute l'étendue du territoire français, encore occupé par les troupes allemandes.

5. — M. Jules Grévy est élu président de l'Assemblée nationale, par 511 voix sur 525 votants.

7. — Le président de la République donne à l'Assemblée nationale lecture de son message, dans lequel est exposée la situation politique et économique de la France.

— Dépêche de M. de Bismark à M. d'Arnim, ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Versailles, et dans laquelle, après avoir déclaré que la nation française avait perdu le sentiment du droit et de la justice, le chancelier fédéral menace les départements occupés de la loi sur les otages, pour assurer la sécurité des troupes allemandes.

— L'Assemblée nationale inflige la censure à M. Ordinaire, député du Rhône, pour outrage à la commission des grâces.

12. — Décret convoquant les électeurs de 14 départements pour le 7 janvier, à l'effet de procéder aux élections complémentaires à l'Assemblée nationale.

13. — Après vingt heures de délibération, le conseil de guerre de Lyon rend un jugement par lequel 23 accusés, dont 13 contumax, sont condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée, pour participation à l'insurrection du 30 avril, à la Guillotière.

14. — Le conseil de révision annule le jugement du 3^e conseil de guerre, qui a condamné M. Louis Ulbach, rédacteur en chef de la *Cloche*, à 3 ans de prison et 6,000 fr. d'amende.

16. — Décret du président de la République portant que le traitement afférent aux divers grades de la Légion d'honneur et à la médaille militaire, conférés pendant la dernière guerre à des gardes nationaux mobiles ou sédentaires, sera accordée à ceux-là seuls qui auront été nommés pour faits militaires.

18. — Publication des lettres de M. le prince de Joinville et du duc d'Aumale à leurs électeurs de la Haute-Marne et de l'Oise, pour faire connaître à ceux-ci l'intention des princes de soumettre à un tribunal supérieur la question de leur droit de siéger à l'Assemblée nationale.

— L'Assemblée nationale, saisie de la question relative au droit des princes d'Orléans d'occuper leurs sièges de députés, vote un ordre du jour, par lequel elle decline sa compétence.

19. — Le prince de Joinville et le duc d'Aumale prennent séance à l'Assemblée nationale.

— Décret autorisant l'érection, par voie de souscription publique, d'une statue en l'honneur de Berryer, et qui sera placée dans la salle des Pas-Perdus du palais de Justice de Paris.

— Vote de la loi qui applique les effets de la loi du 23 avril 1871 aux suspensions de paiements qui se produiront du 1^{er} janvier au 13 mars 1872.

— Vote de la loi qui abroge l'article 3, paragraphe 3 de la loi du 23 juillet 1867, interdisant l'exercice de la contrainte par corps pour le recouvrement des frais dus à l'Etat.

20. — Décret de dissolution du conseil général d'Alger.

— Pie IX adresse un bref au journal le *Monde* pour le féliciter au sujet de la suspension de sa publication le dimanche. Tout en louant hautement le *Monde* de cette abstinence, le saint-père ne paraît faire aucune difficulté d'accorder en même temps ses bénédictions au journal *l'Univers* qui n'a cependant point voulu imiter l'exemple de son confrère.

21. — Vote de la loi qui détermine à nouveau le mode d'élection des membres des tribunaux de commerce.

24. — Le président de la République reçoit la visite de l'empereur et de l'impératrice du Brésil.

25. — Vote de la loi qui proroge jusqu'au 31 décembre 1871 inclusivement les surtaxes imposées par la loi du 23 juillet 1870, sur les vins, cidres, poirés et hydromels, à l'octroi de la ville de Paris.

27. — Ouverture du Reichsrath autrichien.

28. — Le ministre des finances décide la prorogation jusqu'au 1^{er} janvier 1872, du décret relatif à l'enregistrement, sans droit en sus ni amendes, des baux écrits et des déclarations de locations verbales.

— Arrêté du général de Ladmirault, gouverneur de Paris, prohibant la vente des des-

sins et emblèmes de nature à troubler la paix publique, ainsi que l'exhibition et la vente des portraits des individus poursuivis ou condamnés à pour leur participation aux derniers faits insurrectionnels.

— Décrets du président de la République relatifs à la perception des taxes établies sur les abonnements des cercles, et sur les billards, par la loi du 16 septembre 1871.

29. — M. Petitjean, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé procureur général à la même Cour, en remplacement de M. Rouland, réintégré dans ses fonctions de gouverneur de la Banque de France.

— Vote de la loi qui autorise la Banque de France à élever provisoirement le chiffre d'émission de ses billets à 2 milliards 800 millions, et à abaisser ses coupures à 10 fr. et à 5 francs.

— La même loi porte que les établissements qui ont émis des billets de 10 fr. et au-dessous, ne pourront plus faire de nouvelles émissions et seront tenus de retirer leurs billets de la circulation dans le délai des six mois.

30. — L'Académie française procède à l'élection des membres qui doivent occuper les fauteuils devenus vacants par suite du décès de MM. Montalembert, Villemain, Prévost-Faradot et Mérimée.

Sont élus : MM. le duc d'Aumale, Littré, Camille Rousset, de Loménie.

NÉCROLOGIE

16 juillet 1870 — 31 décembre 1871

Triste liste que nous avons là à dresser; longue liste surtout, car les morts sont nombreux qu'on fait la guerre étrangère et la guerre civile! Jamais le vers célèbre de Burger :

Les morts vont vite!

n'a été plus en situation.

Nous avons divisé notre travail en neuf catégories.

La première contient les noms des morts qui appartenaient à l'armée; la seconde, les noms des marins; la troisième, les noms des auteurs et des littérateurs; la quatrième, ceux des magistrats et des hommes d'Etat; la cinquième, ceux des musiciens; la sixième, ceux des artistes dramatiques; la septième, ceux des peintres; la huitième, ceux des otages, et la neuvième, ceux des hommes de la Commune.

Tous ceux dont nous parlons n'ont pas été victimes de la guerre ou de l'insurrection; plusieurs sont morts naturellement.

Nous ne les avons pas négligés cependant; d'abord, parce que nous avons voulu que notre nécrologie fût aussi complète que possible; ensuite, parce que quelques-uns des morts les plus regrettables, tels qu'Audrey, Alexandre Dumas et Paul de Kock, se trouvent parmi ces derniers.

C'est l'armée naturellement qui a fourni la plus grande partie de notre funèbre travail. Nous avons négligé à dessein bien des noms, nous ne craignons pas de le dire; et nous nous sommes bornés à relever les noms des officiers supérieurs. Nous les avons divisés en trois catégories :

Ceux qui ont été tués en province;

Ceux qui sont morts pendant le siège de Paris;

Ceux qui ont péri pendant la guerre civile.

OFFICIERS TUÉS EN PROVINCE

Le général Abel Douai. — C'est la première victime de la guerre. On n'a pas oublié sa mort héroïque et désespérée. Voyant la bataille perdue, le général Abel Douai marcha, entouré de quelques officiers, au devant des balles, et fut tué comme il arrivait à mi-côte de la colline historique de Wissembourg, le 4 août. Pendant plusieurs heures, il avait tenu tête, avec une seule division, à toute l'armée du prince Frédéric-Charles, et lui avait fait énormément de mal. Le général Douai appartenait à une famille militaire; il était sorti de Saint-Cyr en 1823. Son frère aîné avait été tué le 24 juin 1830, à la tête du 70^e de ligne dont il était colonel.

Le général Doins. — Le général Doins a été tué à Spickenard, le 6 août, dans cette journée où la colline qui porte ce nom fut de haut en bas semée de cadavres. Il a été frappé sur la lisière des bois de Saint-Arnai, au moment où il essayait de repousser les Prussiens qui venaient d'en déboucher pour tourner la division du général de Laveaucoupet.

Le brave général Legrand, glorieusement tombé sur le champ de bataille de Rezonville, le 6 août 1870.

Le général Colson, blessé mortellement à la bataille de Reichshoffen, mort le 6 août.

Le général Raoul. — Pendant longtemps on a douté de la mort du général Raoul, qu'on croyait disparu pendant la bataille de Wœrth on croit prisonnier. Il n'en était malheureusement rien. Quand la nouvelle de sa mort arriva, quelques jours après, l'armée tout entière porta son deuil. Il commandait en chef la deuxième division de l'armée de Mac-Mahon; c'est dans une lutte acharnée contre le cinquième corps prussien, près de Wœrth, que le général Raoul fut atteint. Son passé militaire était des plus brillants. Il s'était notamment distingué pendant la guerre de Crimée, au siège de Sébastopol, en qualité de colonel d'état-major.

Le général Maire. — Le général Maire a été tué le 6 août à l'entrée du village de Wœrth, au moment où il y amenait les 17^e et 99^e régiments de ligne au secours du général Raoul, tué aussi dans cette triste journée. Le général Maire avait glorieusement gagné ses épaulettes et combattu, avant la guerre de Prusse, sur tous les champs de bataille de l'Europe.

Le général Duhamel. — Mort huit jours après Reichshoffen de fatigue et de désespoir. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Le général de Marguier. — Tombé devant l'ennemi à Rezonville, le 16 août.

Emile de Joinville. — Lieutenant-colonel du 2^e régiment de ligne. Tué raide à Reichshoffen, à la tête du régiment. Fils de Joinville, le célèbre peintre de paysages. Il avait

reçu à Solferino les dernières blessures de la journée, et, laissé pour mort sur le champ de bataille, n'avait dû son salut qu'au dévouement de son ordonnance.

à mort. Le passé du général Clément-Thomas est bien connu; le général Lecomte était un des plus braves officiers de l'armée française, et avait pris une part héroïque à la guerre contre les Prussiens. Tous deux sont tombés martyrs de leur devoir, et leur mort restera la honte éternelle de ce Comité central, d'où est sortie la Commune de Paris.

Le général Besson. — Le général Besson est une des premières victimes de la Commune. Il a été tué au commencement de la guerre civile, à l'attaque de Courbevoie, par un obus parti de la batterie fédérée de la porte Maillot.

Le général Le Roy de Laiss. — Appartenant à l'armée de Paris, et a été tué le 26 mai. Il était général de division.

Le commandant Pouliac. — Tout le monde connaît le nom du brave commandant Pouliac, qui a fait tant de mal aux Prussiens pendant le siège de Paris. Un coup de fusil parti d'une barricade, l'a tué au moment de l'entrée des troupes dans Paris, le 24 mai.

Le commandant Séguier. — N'oublions pas non plus le brave commandant Séguier, pris par les insurgés et fusillé à la Bastille, après avoir sauvé le Louvre de l'incendie. L'Assemblée nationale a, comme on sait, accordé à sa veuve une pension.

LA MARINE

On sait les services qu'a rendus le corps des marins pendant les deux guerres. Son dévouement lui a coûté cher, car bien des officiers sont tombés autour de Paris. La liste complète des morts serait trop longue; nous sommes encore obligés de l'abréger.

Le capitaine de frégate Eugène Desprez. — Tué à l'attaque de Choisy, le 1^{er} décembre. Le capitaine Desprez était un des plus riches colons de la Réunion.

Gustave Lambert. — Il y a quelques jours on vendait au Havre le *Bordas*, sur lequel Gustave Lambert devait chercher la route du pôle Nord. C'est qu'avec Lambert, en effet, semble mort — ou peu s'en faut — l'idée de trouver la mer libre, par-delà les glaces du septentrion. Dévoué à toutes les idées généreuses, Gustave Lambert devait fatalement être victime d'une de ses dévouements. Il a été du plus noble de tous : le dévouement à la patrie. Enfermé dans Paris au moment du siège, il offrit au Gouvernement de la défense nationale le concours de son expérience. On le refusa. Il s'engagea alors dans un régiment de ligne, et, le 19 janvier, frappé d'une balle en pleine poitrine, Gustave Lambert tombait à Buzenval.

Le contre-amiral Dieudonné. — Le contre-amiral Dieudonné est mort dans les premiers jours de novembre 1871, à Maisons-Laffitte, après une courte maladie. C'était un des meilleurs officiers généraux de notre marine. Le contre-amiral Dieudonné avait rendu d'importants services pendant le siège de Paris. Ceux qui ont assisté à ses obsèques, à la Madeleine, savent quels regrets il a laissés à ses collègues et à ses subordonnés.

Le corps des officiers de marine. — Le corps des officiers de marine a été cruellement éprouvé pendant le siège de Paris. Citons, parmi les morts, MM. le vicomte Duguesne, descendant du célèbre navigateur de ce nom; Pelletreau, Laborde, Edgard de Saisset, fils de l'amiral; Adolphe Péroudeau et Moran, lieutenants de vaisseau.

LES AUTEURS, LES LITTÉRATEURS ET LES GENS DU MONDE

Tout ce qui tenait une plume à Paris a voulu prendre une épée quand est venue la guerre. Nombre de nos confrères se sont bravement fait tuer dans les rangs de la garde mobile, de la ligne ou des francs-tireurs. Encore un nécrologe qui serait trop long si nous voulions le faire complet.

Georges de Heeckeren. — Un des journalistes parisiens qui connaissent le plus du monde. M. de Heeckeren, rédacteur du *Pays*, s'engagea au début de la guerre dans le 12^e régiment de chasseurs à cheval. Dans les premiers jours de la campagne il fut tué par une balle, un peu avant Wissembourg.

Mérimée. — Parmi tous les littérateurs morts pendant cette triste année, un de ceux dont le départ a fait le plus grand vide dans le monde des lettres, est certainement Mérimée. Son bagage littéraire n'est cependant pas bien considérable, mais il rachète par la perfection de son style et l'élégance de son esprit le petit nombre de ses travaux. Prosper Mérimée était né en 1803, d'une famille d'artistes. En 1844, il était académicien, en 1853, sénateur. Depuis 1866, il était grand officier de la Légion d'honneur.

Il n'est personne qui n'ait lu *Colomba*, la *Chronique* du règne de Charles IX, la *Venus d'Ulle*, les *Ames du Purgatoire*, *le Diable*, *le Théâtre de Clara Gaxot*, toutes œuvres courtes, mais frappées au coin du talent le plus fin. Outre ces ouvrages, Mérimée a publié plusieurs volumes d'histoire et d'archéologie, et a été longtemps un des collaborateurs les plus assidus de la *Revue des Deux-Mondes*.

C'est à Cannes qu'il est mort, à la fin d'octobre, après une longue maladie.

Alexandre Dumas. — Un soir, pendant le siège de Paris, le *Tribun du Peuple* annonça que le romancier des romans, Alexandre Dumas père, venait de mourir au village du Fay, près de Dieppe. Personne n'ajouta foi à cette nouvelle. — Comment ce journal le sait-il? se demandait-on. Hélas! le *Tribun du Peuple* était bien informé. Le plus merveilleux, le plus fécond, le plus créateur, le plus gai et le plus dramatique des écrivains, le grand Dumas était bien réellement mort. Si on peut dire d'un homme qu'il n'est pas mort tout entier, c'est d'Alexandre Dumas. Les personnages créés par lui, et dans lesquels il a mis son esprit et ses passions sont éternels. D'Artagnan, Athos, Porthos, Chicot, Charles IX, Henri IV, la reine Margot, la dame de Montseigneur, Monte-Christo, Antony, M^{lle} de Belle-Isle sont immortels, et ils constituent à eux tous le monnaie d'Alexandre Dumas.

Dumas était né le 24 juillet 1803. Il était fils du général d'armée Davy de la Pailleterie, et d'une négresse africaine, nommée Tien-nette Dumas. Ses débuts littéraires remontent à 1826. L'année suivante, il fit représenter au théâtre sa première pièce, la *Chasse et l'Amour*. Voici les dates de ses principales œuvres: *Henri III et son cour*, 1829; *Antony*, 1831; *Don Juan de Marana*, 1836; *Kenilworth*, 1836; *Mademoiselle de Belle-Isle*, 1839; *Monte-Christo*, 1844; les *Trois Mousquetaires*, 1844; la *Reine Margot*, 1845, etc., etc.

Alexandre Dumas a publié plus de deux cent cinquante volumes et gagné des millions. On sait du reste avec quelle vertigineuse rapidité il les dépensait.

Depuis quelques années, il produisait peu. Cette puissante nature était fatiguée, et l'approche de la mort commençait à paralyser cette immense imagination.

Alexandre Dumas est mort le 5 décembre 1870.

Franch Mitchell. — Encore une victime de la triste journée de Buzenval. C'était un héros gamin de dix-huit ans, aussi orléanais que sa vareuse de garde national qu'un vieux trouper à trois chevrons sous sa capote. Franch Mitchell était le beau-frère de M. Offenbach.

Ponson du Terrail. — Tout le monde a lu *Rocambole*. *Rocambole*, a été le triomphe de Ponson du Terrail. Ponson du Terrail est là dedans tout entier, avec son style facile, et ses inventions romanesques souvent invraisemblables, presque toujours intéressantes. Il ne faudrait pas croire que, malgré sa facilité et la richesse de son imagination, Ponson du Terrail ait été un oisif; c'était au contraire un des plus énarés travailleurs que nous ayons connus. Levé avant le jour, il était sur le papier cinq et six heures durant tous les matins ses ébauches fantastiques, et remplissait tous les jours trois ou quatre feuilles.

Ponson du Terrail appartenait à une famille de Gascogne d'assez bonne noblesse. Il avait, avec sa plume, amassé une fortune considérable. C'est à Bordeaux qu'il est mort.

Auguste Villemot. — Un des hommes les plus spirituels de France. C'est au commencement du siège de Paris, le 20 décembre 1870, qu'Auguste Villemot est mort. Il était âgé de cinquante-neuf ans. Tout le monde a lu les articles qu'il a donnés à divers journaux de Paris, et surtout au *Figaro* et au *Temps*. Pleines de bonhomie, les chroniques de Villemot étaient en même temps chefs-d'œuvre de finesse. Il s'était lui-même baptisé *Bourgeois de Paris*, et il réalisait absolument le type de ce bourgeois spirituel et gouailleur qui, pourvu qu'on le laisse tranquille au coin de son feu, se moque de tout.

M. de Villemot a dernièrement raconté, dans le *Figaro*, sous ce titre: *Mémoires d'un journaliste*, la vie d'Auguste Villemot. Nous conseillons à ceux de nos lecteurs qui veulent bien connaître le « bourgeois de Paris », de lire cette biographie, écrite par l'homme qui a le mieux connu Villemot.

Solar. — L'Athénien de la finance. Il aimait les lettres, les arts et l'argent. Journaliste, banquier, homme d'affaires, directeur de l'*Époque* et de la *Presse*, Solar a tour à tour occupé les positions les plus diverses. Il n'est personne qui se soit occupé de bourse, de théâtre, de littérature, de langue, de chemins de fer, de canaux et d'expropriations, sans avoir eu affaire à lui.

Mirès. — Un homme dont il y aurait à dire autant de bien que de mal, et qui a passé par les plus extrêmes alternatives de considération et de mépris public. C'était le type du financier toujours à la piste d'une idée, et ne laissant perdre aucune de celles qu'il trouvait. Le silence s'était presque fait autour de son nom depuis quelques années, et sa mort a passé à peu près inaperçue.

M. Jecker. — Fusillé par les fédérés au moment de l'entrée des troupes. M. Jecker l'homme des bons mexicains, un de ceux dont la publicité bienveillante doit le moins s'occuper.

Charles Hugo. — M. Charles Hugo, l'aîné des fils de Victor Hugo, est mort d'une attaque d'apoplexie foudroyante, alors qu'il n'avait que 39 ans. Sa vie littéraire et politique est trop bien connue pour que nous ayons besoin d'en parler ici.

M. Charles Hugo est mort le 16 mars 1871.

Paul de Kock. — Il y a peut-être un coin du monde où il n'y a jamais entendu parler de la dernière guerre ou de la Commune; il n'y en a pas où on ne connaisse Paul de Kock. A douze ans, on commence à le lire au collège, en cachant sous son pupitre ses romans égarés et pleins de la véritable gaîté française; on le lit encore avec plaisir à cinquante ans. L'existence de Paul de Kock est une de celles qui ont été le mieux remplies; il a vécu quatre-vingts ans et produit pendant plus de soixante ans. C'est par centaines que se comptent ses romans et ses pièces; la liste en est trop longue pour que nous la donnions ici; et d'ailleurs, il n'est personne qui ne les connaisse.

Paul de Kock est positivement mort du chagrin qu'il a eu en voyant sa jolie maison de Romainville saccagée par les Prussiens. La consolation qu'il ambitionnait le plus, la croix de la Légion d'honneur, lui a manqué à ses derniers moments. On a oublié de donner le ruban rouge au pauvre vieil enfant qui ambitionnait depuis un demi-siècle, et il est mort, tristement, dégoûté et désillusionné de la vie.

Pierre Leroux. — Quand Leroux mourut, en avril de cette année, la Commune fit semblant de croire que le mort avait été un chansonnier socialiste. On envoya une députation à ses obsèques, et un absurde discours fut prononcé sur le cercueil du pauvre poète qui n'en pouvait mais!

C'était bien la peine d'avoir été toute sa vie un charmant philosophe et un penseur plein de bon sens!

Alexandre Flan. — Chansonnier enragé; il méritait tout en quarante ans; il y eût mis la mort elle-même, s'il avait pu la voir venir. Flan, comme Paul de Kock, avait vu sa petite maison ravagée par les Prussiens, et le chagrin qu'il en a éprouvé a beaucoup contribué à sa mort. Son bagage littéraire est très considérable. Il ne produisait que peu cependant depuis une dizaine d'années. Presque tout ce qu'il a fait a été écrit en collaboration avec M. Blum.

Montjoie. — Mort le 24 octobre 1871. Montjoie a, dans son temps, obtenu de grands succès comme vauvilliste.

M. Millaud. — Il n'y a pas bien longtemps que nous avons vu au cimetière Montmartre le cercueil de Polydore Millaud, du grand Millaud, de l'homme annonçant, du spéculateur qui s'était incarné dans le *Petit Journal*. C'est en poussant le truc jusqu'au génie que Polydore Millaud avait su s'élever à la haute position qu'il occupait dans la finance. Parti de rien, il est devenu ce qu'il est, après avoir vu dix affaires lui mourir entre les mains et trente journaux expirer sous lui. Polydore Millaud, malgré sa rapide fortune, n'a jamais oublié son point de départ : tous ceux qui ont eu affaire à lui — et ils se comptent par milliers — se sont toujours loués de son affabilité et de sa rondeur.

Serrière. — Ancien ouvrier typographe, M. Serrière devait la fortune qu'il avait acquise dans l'imprimerie à sa grande intelli-

gence pratique. Il avait été puissamment aidé par M. Emile de Girardin.

Le docteur Arnal. — Une des lumières du corps médical. Le docteur Arnal est mort dans les premiers jours du mois de décembre dernier. Tout ce qu'il a fait de remarquable se pressait dans l'église Notre-Dame-de-Loirette pour assister à ses obsèques.

Dinocau. — Il est peu de littérateurs, de peintres et d'auteurs dramatiques qui n'aient connu cet excellent homme, si digne de son surnom, de restaurateur des lettres. Dinocau est mort dans une misère relative pour avoir fait trop de crédit à des clients besogneux dont il s'était fait des amis. C'est à l'hôpital qu'il s'est éteint, dans la première quinzaine de décembre, après une longue maladie.

Brisebarre. — Un de nos auteurs dramatiques les plus féconds, Brisebarre, en effet, a fait jouer plus de deux cent vingt pièces, dont plusieurs, comme *Léonard*, ont été de grands succès durables. Quoiqu'il ait eu dans sa vie un nombre considérable d'amis, trente personnes au moins l'ont accompagné au cimetière. Nous avons assisté à ses obsèques, et nous avons encore le cœur serré en pensant au triste spectacle de cet enterrement presque solitaire, fait à la nuit tombante, et au discours d'adieu par un de ses collègues de la Société des auteurs, à la lueur d'une lanterne de voiture. C'est le 11 décembre dernier qu'Edouard Brisebarre est mort.

Le duc d'Acquaviva. — Henri d'Acquaviva, duc d'Acquaviva, était représentant à Paris de la principauté de Monaco et de la République de Saint-Marin. C'était un des *leaders* du *high life* parisien. Il est mort subitement, d'une attaque d'apoplexie, il y a quelques jours à peine, le 23 décembre, dans son hôtel du Cours-la-Reine.

Verdot. — M. Verdot, président de la Société des chefs d'institution de la Seine, est le dernier mort de l'année. Ses obsèques ont eu lieu il y a cinq jours à peine, le 27 décembre. Le nombre d'hommes célèbres qui ont passé par son institution est considérable; il était resté l'ami de la plupart d'entre eux.

LES MAGISTRATS ET LES HOMMES D'ÉTAT

La magistrature a été éprouvée aussi. Sans parler du président Bonjean, assassiné par la Commune, bien des vides se sont produits dans ses rangs.

M. Delesvaux. — Mort le 1^{er} octobre 1870. M. Delesvaux était l'ancien président de la 3^e chambre. Quelque désagréable que se soit montré M. Delesvaux pour la presse, il est impossible de méconnaître ses capacités comme jurisconsulte et comme président. On n'a pas oublié le tact avec lequel il a notament dirigé les débats de l'affaire Kervégan.

M. Baroche. — M. Baroche est mort à Rouen quelques jours avant que son fils se fût tué au Bourget. M. Baroche, dont la fortune avait toujours été attachée à celle de l'Empire, avait été tué politiquement par la chute de celui-ci. C'est, dit-on, de chagrin qu'il est mort. Quelque opinion qu'on ait sur M. Baroche, on ne peut nier du moins qu'il ait été un orateur de premier ordre, et un des meilleurs avocats du barreau de Paris. Ce fut lui qui, avec M. Billault, supporta, de 1852 à 1862, tout le poids des luttes parlementaires. Depuis l'avènement de M. Ollivier au ministère, il s'était un peu écarté de la politique et renfermé dans ses fonctions de sénateur.

M. Küss. — Maire de Strasbourg et député du Bas-Rhin à l'Assemblée nationale, M. Küss est mort le 1^{er} mars 1871. Ses obsèques ont réuni l'immense concours de la population. Toute la ville de Strasbourg était en deuil; jamais, depuis l'annexion, elle n'a aussi énergiquement affirmé son amour pour la France. Les funérailles de M. Küss ont été faites aux frais de l'Etat.

M. Lambrecht, ministre de l'intérieur. — Sa mort, qui date du 8 octobre, est trop récente pour que nous ayons à parler longuement de lui. C'était un honnête homme dans toute l'acception du mot. Il est mort d'une attaque d'apoplexie.

Moreau. — Ancien président de la chambre des avoués et de la chambre de commerce de Paris. M. Moreau est mort le 15 décembre dernier, après une longue carrière des plus honorablement remplie.

LES MUSICIENS

Un seul a été tué par les balles prussiennes, mais beaucoup ont payé leur tribut à la mort, qui les a durement éprouvés.

Perelli. — Pianiste-compositeur bien connu. Ancien maître de chapelle du grand-duc de Bade, Perelli s'était fait naturaliser Français au début de la guerre, et avait pris le commandement d'un bataillon de francs-tireurs. Blessé d'une balle à Buzenval, le 19 janvier, Perelli est mort quelques jours après.

Auber. — Il n'est pas exact d'appeler Auber l'auteur français par excellence; c'est l'auteur parisien qu'il faut dire. Tout le monde a vu cet aimable vieillard, toujours jeune malgré ses quatre-vingts ans, toujours spirituel, toujours plein de génie jusqu'au dernier moment. Auber n'a jamais voulu quitter Paris; il y est mort, au moment où il travaillait à une dernière œuvre. C'est à 1813 que remontent les débuts d'Auber; son premier opéra est intitulé: *Le Séjour militaire*, un acte représenté au théâtre Feydeau. La *Météte à la Cour* fut jouée en 1826. C'est par le *Premier Jour de bonheur*, un grand succès, qu'il a clos, comme on sait, sa carrière musicale. Auber n'était pas seulement un compositeur de génie; c'était aussi un des hommes les plus fins et les plus spirituels de Paris. Ce que les journaux lui ont pris ou prêté de mois est incalculable. Il est mort vers la fin d'avril. On sait quel grotesque successeur à la direction du Conservatoire lui a donné la Commune en la personne de Salvador.

Eugène Ketterer, compositeur. — Il n'est pas un piano de jeune fille sur lequel on ne trouve sa musique. Le meilleur garçon du monde, il arriva à une demi-déchéance à force de persévérance. Exécutant brillant et recherché. Il est mort pendant le siège, d'une attaque de petite vérole noire survenue à la suite d'un service de garde national trop dur pour une organisation délicate.

Aimé Maillart. — Mort à Moulins. Physionomie sympathique s'il en fut. C'est par un travail assidu qu'Aimé Maillart était arrivé au succès. Avant de réussir

à se faire jour, Maillart avait dû bien longtemps donner des leçons de musique pour vivre, et il avait été, pendant dix ans, premier violon au théâtre Italien. On connaît ses principales œuvres: *Gaëtan*, *le Drogon de Villars* et *Lara*. Disciple d'Auber, Maillart a fait de la musique véritablement française, qui est devenue populaire aujourd'hui.

Eugène Déjazet. — Mort le 14 octobre. Eugène Déjazet a fait de jolie musique; mais son plus beau titre de gloire était certainement d'être le fils de sa mère.

LES ARTISTES DRAMATIQUES

Eux aussi ont payé leur tribut. Quelques-uns sont morts les armes à la main; la maladie en a emporté d'autres.

M^{lle} Bosacchi. — Pauvre petite danseuse! Nous l'applaudissions il y a deux ans dans le ballet de *Coppélia*, où elle était si charmante. Le 23 novembre 1870, la petite vireole l'emportait en deux jours.

Didier Seveste. — Presque un enfant, et déjà un artiste de talent, Seveste voyait s'ouvrir un brillant avenir devant lui à la Comédie-Française, lorsque la guerre survint. Il fut blessé à la jambe en faisant bravement son devoir aux avant-postes, et mourut des suites de l'amputation, le 14 décembre. Quelques heures avant sa mort Seveste avait reçu la croix de la Légion d'honneur.

Samson. — C'est après une longue vie toute pleine de succès que celui-ci s'est éteint. Rien n'a manqué à son triomphe, pas même la croix de la Légion d'honneur, qu'il avait longtemps ambitionnée, et que, plus heureux que Paul de Kock, il a obtenu quelques années avant sa mort.

Arnault. — Mort le 28 octobre. C'était le directeur bien connu de l'Hippodrome, l'homme de France qui s'est le plus occupé de chiens et de chevaux, et qui a voulu monter le plus d'affaires. Son rêve était d'être directeur de l'Opéra; il n'y a pas réussi. Il est mort à son cercle, en faisant une partie de bouillotte, après avoir perdu une douzaine de caques. C'est une attaque d'apoplexie qui l'a foudroyé.

Félix. — La mort de Félix a laissé un grand vide dans la troupe dramatique du Vaudeville, où on ne l'a pas encore remplacé. Personne n'a encore retrouvé cet aplomb inimitable, cette aisance railleuse et ce mordant qu'il avait en scène. Sa création de Desseignais restera légendaire. Félix allait se marier au moment où il est mort.

Eugène Fournier. — Un des meilleurs chanteurs du Théâtre-Lyrique. On n'a pas oublié avec quel succès il créa le rôle de Papageno, dans la *Flûte enchantée*, et du vieux Capulet, dans *Roméo et Juliette*. Troy est mort jeune encore, subitement, alors que rien ne pouvait faire pressager qu'il serait aussitôt enlevé à l'art et à ses amis.

Levasseur. — Il n'est pas un dilettante qui ait oublié Levasseur, le meilleur Bertram qu'on ait entendu à l'Opéra. Il est mort dans les premiers jours du mois de décembre dernier.

Fizelier. — Mort le 7 décembre. Nous l'avons tous vu et applaudi au théâtre du Palais-Royal, où il tenait dignement sa place dans l'excellente troupe de M. Choler. Fizelier a créé plusieurs rôles importants avec une *vis comica* très réelle.

Francisque jeune. — Un des derniers morts de l'année. Francisque jeune, l'artiste dramatique bien connu s'est éteint le 20 décembre à Bruxelles. Depuis dix ans il était presque aveugle. Francisque jeune avait, dans son temps, en 1856, obtenu de véritables succès dans les théâtres du boulevard.

LES PEINTRES

Qui dit artiste dit noble cœur... Les peintres l'ont prouvé pendant le siège par leur dévouement à remplir leur service de soldat; plusieurs ont payé ce dévouement de leur vie.

Regnault. — A l'Exposition de peinture de cette année, on pouvait voir un cheval couvert d'un crêpe et portant cette inscription: « HENRI REGNAULT, ELUVE EN 1^{re} ANNEE. TUÉ A BUZENVAL, LE 19 JANVIER 1871. » Chacun se découvrait en passant devant, au souvenir de l'artiste plein de jeunesse et d'avenir, arrêté par une balle prussienne au début de la carrière qui s'ouvrait si brillante devant lui. Regnault n'a que peu produit, mais ce qu'il a fait restera. Tout le monde a vu sa *Salomé*, et on n'oublie pas des œuvres pareilles. Regnault devait vivre pour l'art; il est mort pour la patrie; une pareille mort vaut une bien belle vie.

Victor Giraud. — C'est en faisant son service de garde national au rempart que Victor Giraud a contracté le germe de la maladie de poitrine qui l'a emporté. Il est mort dans les premiers jours de l'armistice, désespéré de ne pas voir d'issue possible à la guerre dans laquelle nous étions engagés. Victor Giraud était un peintre d'avenir; son acceptation du mot; nous en faisons juges ceux qui ont vu son *Marchand d'esclaves* et son *Charme*.

Sébastien Cornu. — Un des bons élèves d'Ingres et un peintre de talent, pendant le siège, après une carrière honorablement remplie. Cornu a entre autres travaux importants, décoré plusieurs églises de Paris. C'était un patriote ardent. Il est mort du chagrin que lui ont causé nos revers.

Pilastre. — Un de nos meilleurs peintres décorateurs, le doyen de la corporation. C'est à la fin de novembre 1871 qu'il est mort.

Edouard Despléchin. — Edouard Despléchin est mort le 13 décembre. C'était, comme Pilastre, un de nos bons peintres de décors. Les toiles qu'il a brodées se comptent par centaines. Au moment où la mort l'a frappé, il s'occupait d'achever plusieurs décors du *Roi Carotte*.

ES OTAGES

Voici maintenant les martyrs, prélats vénérables, magistrat intègre et soldat inconnu, assassinés pour la bonne cause. La liste en est longue, malheureusement; nous avons-nous l'écouter.

Mgr Darboy. — Mgr Darboy était une des physionomies les plus connues et les plus aimées du public parisien. Tout le monde sait qu'il a passé sur la terre en faisant le bien, et qu'il a noblement rempli la grande mission qui lui était confiée. Sa vie a été celle d'un prêtre digne de ce nom; sa mort celle d'un martyr. Victime condamnée longtemps à l'avance par la Commune, il ne pouvait douter du sort qui lui était réservé; car, pendant l'agonie de quarante jours qui a précédé son exécution, Raoul Rigault a pris soin de venir lui rappeler tous les jours qu'il a paierait pour les Versaillais. Mgr Darboy était âgé de 59 ans. Il était né en 1813 à Fayl-Billiot, dans le département de la Haute-Marne, et c'est dans une école de village que fit ses premières études celui qui devait devenir une des lumières de la théologie. Il acheva ses humanités au séminaire de Langres; en 1839 il était chargé, dans cet établissement, de la chaire de théologie dogmatique. En 1855, il fut nommé vicaire général de Paris; évêque de Nancy en 1859; le 10 janvier 1863, un décret le désigna pour remplacer Mgr Morlot au siège archiepiscopal de Paris. Mgr Darboy était grand-officier de la Légion d'honneur depuis 1868, et sénateur de droit du temps de l'Empire. Tout le monde connaît ses lettres pastorales, pleines de libéralisme, et ses principales œuvres. Mgr Darboy est mort simplement et héroïquement, comme il convenait à un archevêque français.

Leabbé Deguerry. — Mort en même temps que Mgr Darboy, le président Bonjean et les autres otages, et mort aussi noblement qu'eux. Leabbé Deguerry était le curé bien connu de la Madeleine. C'était un des prêtres les plus âgés du clergé de Paris, car il était né en 1797. En 1817 il fut ordonné prêtre. Nommé successivement aumônier des gardes royales, puis le premier chanoine de Notre-Dame, il devint en 1841 archiprêtre et curé de l'église Saint-Eustache. En 1848, il eut pour la première fois affaire à l'insurrection; mais son attitude imposa aux insurgés, qui défendirent son église au lieu de la piller. M. Deguerry s'est toujours tenu en dehors de tout parti politique. Quoique chargé de l'éducation religieuse de l'ex-prince impérial, il tint à célébrer lui-même, avec une solennité inaccoutumée, le service de la duchesse de Parme à la Madeleine, dont il fut nommé curé en 1848. Bien qu'on lui ait offert plusieurs évêchés, jamais M. Deguerry n'a voulu quitter cette cure. C'est le 8 avril que fut arrêté M. Deguerry, à la suite d'un admirable sermon dans lequel il avait fustigé ceux qui pillaient les églises. Sa captivité a duré cinquante-trois jours.

Mgr Surat. — Fusillé le 24 mai, avec les autres otages. Mgr Surat était protonotaire apostolique. Il avait été longtemps attaché à la paroisse Notre-Dame comme chanoine honoraire et archiprêtre; il devint ensuite vicaire général et archidiacre de Saint-Denis, puis de Saint-Geneviève, puis archidiacre de Notre-Dame en 1863. C'est en 1867 que le pape le créa protonotaire apostolique.

Au moment de son arrestation, Mgr Surat allait partir pour la Bretagne. Il fut conduit d'abord à la Conciergerie, puis à Mazas, puis à la Roquette, où, le 27 mai, après avoir presque réussi à s'échapper, il partagea le sort de ses compagnons de captivité.

Le président Bonjean. — Une des plus nobles victimes de la Commune, et celle qui a peut-être été le plus moralement torturé avant d'être assassiné. Tous les journaux ont raconté avec quel raffinement de cruauté Ferré se complaisait à insulser ce vieillard, qui n'a jamais répondu à ses railleries qu'avec une méprisante douceur. On connaît les détails de son exécution : il a marché au supplice avec calme et dignité, et a honoré la magistrature française par sa mort comme par sa vie. M. Bonjean ne devait qu'à lui-même sa haute position, et, avant d'y arriver, il avait dû soutenir pendant de longues années le combat de la vie. Né d'une vieille famille de robe qui avait ruiné la révolution de 1793, il se tourna naturellement vers la magistrature. Nous ne raconterons pas ses étapes. En 1855, à cinquante et un ans, il était nommé sénateur, et son attitude au Sénat a toujours été des plus libérales.

M. Bonjean était absent de Paris au moment du 18 mars; il crut de son devoir d'y rentrer. Deux jours après, il était à Mazas. On sait le reste.

Gustave Chaudey. — Un vrai républicain tué par ceux qui prétendaient représenter la véritable République. Le nom de notre confrère Gustave Chaudey était bien connu du public, qui lisait chaque jour, dans le *Sicéle*, ses articles pleins de bon sens et d'humanité. Proudhon, qui était difficile en hommes, avait apprécié Chaudey à sa juste valeur, et l'avait pris pour exécuter testamentaire. Avant d'être journaliste, Chaudey avait été longtemps avocat au barreau de Paris.

Il est mort victime de la rancune de Raoul Rigault, qui avait contre lui depuis longtemps une haine jalouse. On sait que le procureur de la Commune a tenu à commander lui-même le feu; on sait aussi comment la victime, blessée seulement par la première décharge, a été poursuivie à coups de revolvers par ses bourreaux, qui s'amusèrent à cette boucherie, jusqu'à ce qu'il fut enfin tombé.

LES GENDARMES ET LES DOMINICAINS D'ARQUEUIL

N'oublions pas, dans ce nécrologe, les dominicains d'Arqueuil et les gendarmes assassinés le 26 mai, rue Haxo, victimes inconnues, dont on ne s'est souvenu que bien tard, mais efficacement. On sait le succès foudroyant de la souscription qui, ouverte par notre confrère le *Figaro*, en faveur des veuves et des orphelins des gendarmes, a atteint presque deux cent cinquante mille francs.

LES HOMMES DE LA COMMUNE

Voici la plus triste partie de notre travail. Nous ne voulons pas juger des criminels qui ont payé leur dette à la loi, mais nous a fallu tout le respect dû à la mort pour ne pas dire toute notre pensée sur plusieurs d'entre eux.

Flourens. — Celui-là méritait de tomber pour une plus noble cause. Il a été tué à Neuilly, d'un coup de sabre dans l'œil droit, de la fin de mars, dans les premiers jours de la guerre civile. C'était un héros s'il n'eût été un fon.

Dombrowski. — Comme Flourens, celui-là était bien supérieur aux lâches et aux misé-

rables qui l'environnaient. Général en chef des forces de la Commune, il a jusqu'à la fin bien dirigé la défile, froidement, sans enthousiasme, nous dirions presque sans conviction. Il a été tué un des premiers, au moment de la guerre des rues, en essayant de se replier sur Paris.

Raoul Rigault. — Le plus repoussant et le plus sanguinaire de tous les membres de la Commune, un Marat au petit pied. C'est dans les premiers jours de l'entrée des troupes, le 2